



SYNDICAT MIXTE des PORTS du BASSIN d'ARCACHON

Conseil Syndical du 08 septembre 2022

Votants présents :

M. Jean GALAND, M. Jean-François BOUDIGUE, Mme Marie LARRUE,
M. Jean-Yves ROSAZZA, M. Bruno LAFON, Mme Karine DESMOULIN.
Un pouvoir est donné à M. Jean GALAND par M. Xavier DANEY.

Excusé(e)s :

M. Xavier DANEY, M. Patrick DAVET, M. Cédric PAIN, M. Vincent MAURIN.

Assistaient à la réunion :

Mme Béatrice AURIENTIS, M. Éric COIGNAT, M. Alain BALLEREAU.

Président de séance :

M. Jean GALAND.

Secrétaire de séance :

M. Jean-François BOUDIGUE.

Assistaient également à la réunion :

M. Cyril CLEMENT (SMPBA), Mme Jocelyne SARRAUTE (SMPBA), M. Thierry DAVID (SMPBA).

Les convocations aux membres du Conseil Syndical ont été envoyées le 29 juillet 2022.

- **Délibération n° : 12-2022**
- **Objet : Modification du Règlement de Police Portuaire du SMPBA.**

Le Conseil Syndical du SMPBA réuni ce jour, 08 septembre 2022, à Lanton approuve à l'unanimité la présente délibération.



SYNDICAT MIXTE des PORTS du BASSIN d'ARCACHON

Conseil Syndical du 08 septembre 2022

Délibération n° : 12-2022

Objet : Modification du Règlement de Police Portuaire.

Vu le Code des transports ;

Vu le Code pénal et le Code de procédure pénale ;

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

Vu le Code Général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de la route ;

Vu le Règlement international pour prévenir les abordages en mer (RIPAM) ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 11 juillet 2017 portant création du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon ;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 avril 2011 pris pour l'application de l'article L311-1 du Code rural et de la pêche maritime en matière de l'activité de dégustation dans les ateliers agréés d'expédition des produits de l'ostréiculture ;

Vu l'arrêté préfectoral du 06 février 2014 portant schéma des structures des exploitations des cultures marines pour le Département de la Gironde ;

Vu la délibération n° 27-2017 du conseil syndical du SMPBA en date du 13 septembre 2017 approuvant la création du Règlement Particulier de Police du Syndicat Mixte ;

Vu les présentations en conseils portuaires de :

- LA TESTE DE BUCH en date du 29 novembre 2017 ;
- GUJAN-MESTRAS en date du 13 novembre 2017 ;
- LANTON en date du 1^{er} décembre 2017 ;
- ANDERNOS-LES-BAINS en date du 26 octobre 2007 ;
- ARES en date du 26 octobre 2017 ;
- BIGANOS en date du 28 octobre 2021.

Considérant que le Code des transports, au sein duquel existe un règlement général de police concernant les ports professionnels et mixtes, prévoit dans son article L5331-10 : «Dans chaque port, des règlements particuliers peuvent compléter les règlements généraux de police» ;

Considérant que le règlement particulier de police du SMPBA prend en compte les spécificités des ports du bassin d'Arcachon, afin d'assurer un usage conforme à la législation en vigueur dans une logique de rationalisation et d'optimisation de l'utilisation du domaine public portuaire ;

Considérant qu'après cinq années de fonctionnement du Syndicat Mixte il s'avère aujourd'hui nécessaire d'amender à la marge quelques points de son règlement de police portuaire de 2017, notamment pour y intégrer les nouveaux périmètres de compétence du SMPBA ;

Le Président informe que les modifications apportées seront présentées lors des prochains conseils portuaires.

La présente délibération consiste donc à approuver le règlement de police portuaire du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon joint en annexe.

Décision :

Le conseil syndical du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon réuni le 08 septembre 2022 décide :

- De valider le règlement de police portuaire annexé à la présente délibération ;
- De donner mandat au Président pour signer tous documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente décision.

Les dispositions de la présente délibération prendront effet à compter de la date du présent conseil syndical.

Fait et délibéré à Lanton, le 08 septembre 2022

Le Président du Syndicat Mixte
des Ports du Bassin d'Arcachon



Jean GALAND

Le Président,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa réception par le représentant de l'État et sa publication.